

# CAHIER DE L'INTÉGRATION

## Compétitivité africaine

# Encore du chemin à parcourir

● La bonne croissance enregistrée ces dernières années par les pays africains n'est pas suffisante à elle seule pour faire du continent une région compétitive sur le plan économique. Le constat est du Forum économique mondial (WEF) qui appelle l'Afrique subsaharienne à relever plusieurs défis, dont la productivité.



« L'Afrique subsaharienne continue d'enregistrer des taux de croissance proches de 5%, mais la compétitivité et la productivité restent faibles ». Tel est le constat du Forum économique mondial (WEF) dans son nouveau rapport annuel sur la compétitivité. Le WEF appelle ainsi les pays africains à fournir plus d'efforts dans ce sens, « en particulier face aux prix volatils des matières premières, à la surveillance plus étroite exercée par les investisseurs internationaux et à la croissance de la population ».

### Inclusion économique

Globalement, l'Afrique n'est pas très bien classée dans le rapport 2015-2016, car le premier pays du continent, à savoir l'Île Maurice, ne se trouve qu'à la 46e place, soit 7 places de perdues par rapport à l'année dernière. Ce pays insulaire est suivi, comme presque chaque année par l'Afrique du Sud (49e) et le Rwanda (58e), qui complètent ainsi le podium. Cette fois, le palme de la performance revient certainement à la Côte d'Ivoire (+24 places).

D'ailleurs, le WEF le mentionne dans ses conclusions, en précisant que la « Côte d'Ivoire (91e) et l'Éthiopie (109e) réalisent une excellente performance en affichant les meilleures progressions de cette année pour l'ensemble de la région ». L'économie ivoirienne intègre ainsi le top 10 des pays africains les plus compétitifs. On retrouve également parmi ces 10 premiers pays africains, le Maroc (72e), la Namibie (85e), l'Algérie (87e), la Côte d'Ivoire (91e), la Tunisie (92e) ainsi que la

Zambie (96e). Cela dit et malgré une croissance vigoureuse de 5% en moyenne, le continent continue de faire face presque aux mêmes défis que les années précédentes. La durabilité et l'inclusion économique en sont les principaux noms. D'ailleurs les auteurs du rapport le mentionnent souvent, en précisant que « pour conserver cet élan, la région devra développer des activités plus productives et répondre aux défis permanents de la compétitivité ». Parmi ces défis figurent également celui de la formation, de l'infrastructure ainsi que de la connectivité logistique. Ils font de la transformation structurelle du continent un chantier de longue haleine. Les auteurs du rapport pensent que ces défis « continuent d'entraver sa capacité de développement » et préconisent de « s'engager dans des activités à plus forte valeur ajoutée », expliquent les économistes du Forum économique mondial.

### Perfectionnement

Dans cette logique, la mise en place des compétences nécessaires à la transformation du conti-

ment est un chantier clé de l'amélioration de la compétitivité du continent. Quelques organismes internationaux commencent d'ailleurs à prendre en considération la nécessité de relever le capital humain africain pour soutenir la croissance du continent. C'est le cas de la Banque africaine de développement (BAD), qui s'est dotée d'une nouvelle stratégie 2014-2018 dédiée au capital humain. L'objectif est de mettre à profit le potentiel humain du continent, « par le perfectionnement des compétences et la promotion des technologies pour améliorer les perspectives d'emploi, garantir l'égalité des chances pour tous et assurer la compétitivité de la main-d'œuvre ». L'organisme est effectivement convaincu qu'il faut investir avec efficacité dans la formation des ressources humaines pour pérenniser la croissance et la rendre à la fois inclusive et verte. La plupart des pays africains s'en remettent à leurs dotations factorielles, constituées pour l'essentiel d'une main-d'œuvre peu qualifiée et de ressources naturelles pour rivaliser sur les marchés. Pour monter dans la chaîne de valeur, les économies africaines devront mobiliser davantage d'investissements à grand impact dans l'éducation, la science et la technologie.

### Infrastructures

Le déficit infrastructurel du continent continue de peser lourdement sur sa compétitivité économique ainsi que sur son degré d'intégration aux chaînes de valeur mondiales. Dans le dernier rapport de la Communauté économique pour l'Afrique, les experts indiquent que des investissements dans des services de transport, des technologies de l'information et financiers sont nécessaires et permettraient au continent de s'intégrer davantage aux réseaux mondiaux des chaînes de valeur. Le secteur de l'énergie, poumon de l'économie est également largement déficitaire en infrastructures. De nouvelles initiatives tendent toutefois à rattraper ce retard du continent. C'est le cas du Fonds Africa50, une plateforme d'investissement créée par la BAD et dédiée exclusivement à la résorption du déficit infrastructurel du continent. Ce déficit représente quelque 100 milliards de dollars. ●

### TOP 10 DES PAYS AFRICAINS LES PLUS COMPÉTITIFS

	RANG MONDIAL 2015	ÉVOLUTION DEPUIS 2014
Maurice	46	-7
Afrique du Sud	49	+7
Rwanda	58	+4
Botswana	71	+3
Maroc	72	0
Namibie	85	+3
Algérie	87	-8
Côte d'Ivoire	91	+24
Tunisie	92	-5
Zambie	96	0

SOURCE : WEF 2015

●●● Dans le dernier rapport de la Communauté économique pour l'Afrique, les experts indiquent que des investissements dans des services de transport, des technologies de l'information et financiers sont nécessaires.

# LES SECRETS DES CHAMPIONS AFRICAINS DE LA COMPÉTITIVITÉ

● Les pays africains les plus compétitifs réussissent dans l'ensemble à améliorer leur climat des affaires et comptent sur des leviers de développement assez puissants, comme les secteurs agricoles et des services.

## L'Île Maurice (46e mondial)

Avec 4,4% de croissance estimée en 2014, l'économie mauricienne demeure parmi les plus dynamiques du continent. Quatre grands secteurs font cette dynamique : l'industrie textile, le tourisme, les services financiers et l'industrie sucrière. Ces activités sont soutenues par une forte consommation intérieure, principalement tirée par les ménages. L'industrie sucrière poursuivra sa reprise entamée en 2013. Le secteur de la construction se contractera suite à la faiblesse de l'investissement privé ainsi qu'aux retards observés dans la mise en place du programme de décongestionnement des routes. Quant aux services financiers (banque et assurance), ils devraient continuer à former l'un des principaux facteurs de compétitivité de l'île.

## L'Afrique du Sud (49e mondial)

Elle s'inscrit parmi les premières économies du continent. En dépit d'une croissance fortement en repli depuis deux ou trois ans déjà (1,8% en 2014), l'économie sud-africaine continue de tirer vers le haut celle du continent et d'attirer des investissements du monde entier. La production manufacturière demeure peu soutenue dans ce contexte. Selon Coface, la «modération salariale» et l'endettement des ménages continueront à affecter la demande privée, qui constitue pourtant le principal moteur de la croissance sud-africaine (66% du PIB). Les tensions inflationnistes se sont renforcées en début d'année avec un taux qui atteint en mai son niveau le plus élevé depuis juillet 2009 (6,6%) sous l'effet du renchérissement des biens alimentaires et des produits administrés compte tenu de la hausse des prix de l'énergie et de la dépréciation du rand.

## Le Rwanda (58e mondial)

Après une hausse du PIB de 7% en 2014, l'économie rwandaise devrait parvenir à maintenir un rythme soutenu en 2015. La croissance est prévue à 6,7% grâce à la mise à niveau de plusieurs secteurs. Celui de la construction sera soutenu par les projets d'investissement public concentrés dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, du logement et des transports. Le secteur des services (communications, transports) reste dynamique. Une reprise plus lente que prévue des flux d'aide, liée à l'absence d'amélioration de la situation dans la région des grands lacs ou des conditions climatiques défavorables affectant les récoltes limiteraient toutefois l'ampleur du rebond. La hausse des prix des biens alimentaires et de l'énergie devraient rester modérée, permettant de contenir l'inflation qui devrait cependant demeurer supérieure à la cible de la Banque centrale.

## Le Botswana (71e mondial)

Les nombreuses réformes mises en œuvre par ce pays justifient ce classement dans le top 5 africain. Cette dynamique est principalement portée par le secteur des mines, en l'occurrence celui de l'exploitation du diamant. Les mines représentent près de 80% de ses exportations et 30% du PIB, ce qui la rend vulnérable aux chocs extérieurs et de ce fait, relativement volatile. Représentant 40% des emplois formels, le secteur public est prédominant dans l'économie. Les distorsions engendrées par cette prépondérance freinent l'émergence du secteur privé. Le gouvernement a ainsi entrepris une privatisation et une diversification de l'économie, notamment via les programmes NPD 10 et EDD. En parallèle, plusieurs projets de développement des mines de charbon sont actuellement à l'étude.

## Le Maroc (72e mondial)

En s'adjudgeant la première place dans une Afrique du Nord en perte de vitesse, le Maroc confirme sa particularité dans la région. Ce qui lui permet, à coup sûr, de défendre sa place également en termes d'attractivité des IDE. En plus, le royaume est devenu en quelques années un candidat au leadership économique continental en s'ouvrant de plus en plus vers les économies subsahariennes. Seulement, son économie reste toujours dépendante des performances du secteur agricole - près de 40% de la population active - et de la conjoncture dans l'Union européenne (UE), principal partenaire économique du pays. La croissance demeure, en outre, tributaire des fluctuations des cours internationaux des phosphates et des hydrocarbures importés. Malgré tout, les perspectives sont favorables pour les filières aéronautique et automobile, cette dernière bénéficiant de la montée en puissance de l'usine Renault/Dacia de Tanger, qui dope les exportations ainsi que de l'installation de PSA.

